

Du public vers le privé

La doxa néolibérale professe que l'état n'est pas la solution mais le problème, d'où la démission progressive de l'état de ses responsabilités régaliennes, ou encore ouvre des partenariats public-privé qui dans la majorité des cas aboutit au contrôle et à la direction de l'activité en cause confiés au partenaire privé et suivant ses règles.

Quelques exemples :

Partenariat public-privé-université :

Le L€€M (ce sigle ne s'invente pas)¹ vient de signer une convention de partenariat public-privé avec l'université de Bordeaux dont l'objectif est de mettre l'université Bordeaux II en phase avec « les besoins de l'industrie pharmaceutique », autrement dit en bon français : Adapter les programmes de formation aux besoins de l'industrie signataire.

Cela fait chaud au cœur de constater que le service public universitaire tient à cœur de garder ses distances avec les marchands de médicaments.

Les « pôles d'excellence » : Dans le cluster MINATEC à Grenoble, l'INP comme l'Université Joseph Fourier sont au service prioritaire des multinationales comme ST-Microélectronique ou Motorola qui y forment leurs ingénieurs dont ils financent les masters avant de les intégrer dans leurs équipes.

Chez les thésards, des sujets comme « les conséquences à long terme des nanotechnologies sur la santé humaine » ou sur « RFID et liberté » ont peu de chances d'être financés.

Délégations de service public :

Elles prennent de plus en plus l'allure de vente du service lui-même au secteur privé, avec une charte plus ou moins large d'obligations universelle de

¹ syndicat de l'industrie pharmaceutique

SP en contrepartie de la liberté de gestion suivant les lois du marché.

Information du « Canard Enchaîné » du 21 septembre : Depuis la privatisation des autoroutes, entre licenciements, démissions, ruptures de contrats et départs à la retraite non remplacés, 12,2% des emplois du réseau routier ont été supprimés, parfois au détriment du service ou de la sécurité. Dans une communauté nationale soumise au chômage massif, tout emploi supprimé, économie pour l'industriel de compense par une mesure d'assistance ou de compensation ... à la charge des salariés restant (assurance chômage) ou du contribuable (RMI,RMA).